



COMPTES RENDUS — BESPRECHUNGEN.

Etienne Báthory. Roi de Pologne, Prince de Transylvanie. Académie des Sciences Hongroise — Académie Polonaise des Sciences et des Lettres. Cracovie, 1935, Imprimerie de l'Université des Jagellons, in-8, VI + 591 p.

Ce gros volume collectif consacré à la personne et au règne d'Etienne Báthory fut publié grâce aux soins réunis de l'Académie des Sciences de Budapest et de celle de Cracovie. L'idée fort heureuse d'inviter à faire oeuvre commune des historiens polonais et hongrois s'est avérée très fructueuse, leur travail rend désormais possible l'appréciation plus juste de la personnalité du grand roi et la connaissance plus approfondie du rôle historique qu'il a joué.

Les savants hongrois s'occupant d'études balthoriennes ont toujours été désireux de voir publier un volume pareil parce que l'influence de Báthory en Pologne leur était en général moins connue. D'autre part, les historiens polonais connaissaient insuffisamment la période dans laquelle s'est formée et développée l'individualité politique du roi. Le livre balthorien, aplanissant ces difficultés dans une mesure sensible, rendra certainement de grands services à l'historien, car il représente un progrès sur plus d'un point en même temps qu'il signale également les problèmes qui restent encore à résoudre. L'inconvénient du livre, avoué d'ailleurs par les éditeurs mêmes, est un certain manque d'uniformité dans le choix et l'élaboration des sujets particuliers. Tandis que certains articles ne sont que des mises au point, d'autres se distinguent par un nombre appréciable de résultats nouveaux. On n'en a pourtant pas moins omis de traiter quelques problèmes d'importance capitale auxquels nous attirerons encore l'attention du lecteur.

Le volume se compose de six-sept articles dont six ont été consacrés à des sujets d'intérêt purement hongrois, deux à des problèmes polono-hongrois (l'élection de B. au trône de Pologne; le rôle des Hongrois en Pologne sous son règne) et huit à des questions d'histoire polonaise. L'iconographie du roi occupe une place à part.

On ne peut qu'approuver la façon détaillée dont M. Aldássy s'occupe de l'histoire de la famille B. dans son article d'une minu-

tieuse documentation „La généalogie de la famille Báthory”. Les contributions de MM. Wertner et Ubul de Kállay augmentent également nos connaissances relatives à la généalogie et à la biographie du roi. — L'ébauche de M. Lukinich („La jeunesse d'Etienne Báthory”) nous fait connaître non seulement la jeunesse du souverain, mais aussi son activité militaire et diplomatique, développée en sa qualité de général en chef des armées transylvaines et de plénipotentiaire du prince Jean Sigismond, dans les pourparlers avec la Cour de Vienne. Plus loin l'auteur discute certains problèmes du régime introduit sous le règne d'Etienne, prince de Transylvanie. Le fait le plus intéressant parmi ceux qui sont évoqués par M. Lukinich est la question de l'union personnelle entre la Pologne et la Transylvanie. Nous estimons que les nombreuses concordances polono-transylvaines mériteraient un examen détaillé d'un point de vue non seulement juridique mais aussi politique, afin de pouvoir apprécier avec justesse l'aspect de ce parallélisme qui se manifeste dans l'administration d'Etienne respectivement en Pologne et en Transylvanie. M. Lukinich parle aussi de l'organisation de l'armée transylvaine accomplie par B. Ici une remarque s'impose, la plus grande lacune du livre est qu'on n'y trouve point d'article concernant les réformes de B. dans le domaine de l'organisation militaire polonaise et en particulier sur la création d'une institution telle que l'infanterie de la noblesse et l'infanterie dite „Wybraniecka”. Ces problèmes pourtant méritent à coup sûr une étude et un examen plus détaillés.

L'article de M. Biró sur la politique religieuse et scolaire de B. en Transylvanie est plein d'intérêt. Une politique dirigée par le prince catholique d'un pays de majorité protestante en un siècle de violentes passions et de guerres religieuses, ne pouvait manquer d'éveiller la curiosité des chercheurs. L'auteur souligne qu'à cette époque les antagonismes religieux n'ont provoqué en Transylvanie ni des haines de parti, ni des haines personnelles, la plus parfaite tolérance régnait d'une part et d'autre. Ajoutons en marge, qu'il n'est pas alors très clair pourquoi, quelques années plus tard, les jésuites ont été chassés de Transylvanie, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici. Par contre, il importe de dire que c'est déjà en Transylvanie que le roi Etienne avait commencé la politique qu'il devait suivre en Pologne avec tant de succès, politique qui consistait à renforcer les influences catholiques et à protéger les jésuites en épargnant toutefois les dissidents. — La question de l'élection d'Etienne au trône de Pologne est traitée par le très regretté prof. Szádeczky, profond connaisseur des problèmes de cette époque. Quant aux Hongrois résidant en Pologne sous le règne du roi Etienne, c'est M. Divéky qui s'est chargé de s'en occuper, précisant le rôle qu'ils jouaient aux côtés du roi.

Dans son étude, consacrée aux relations entre la Pologne et le Saint-Siège, M. Kuntze nous fait connaître les problèmes de la

politique extérieure de B. L'auteur a une vaste conception de son sujet, aussi certains de ses passages ont-ils trait non seulement aux rapports du pays avec la papauté, mais encore à ceux de la Pologne avec les Habsbourg et la Turquie. En prenant pour base les sources vaticanes (surtout les rapports des nonces envoyés en Pologne) M. Kuntze discute le vaste plan de B. dont Boratyński nous a donné une étude détaillée.¹ Ce plan avait pour but de réunir, sous le sceptre du roi de Pologne, Moscou et la Hongrie, afin d'écraser la puissance turque. Cependant, l'auteur fait remarquer qu'il n'est guère possible de dire, si le roi aurait vraiment pris part à une expédition contre les Turcs après avoir posé sur sa tête le bonnet de Monomaque, car il a emporté ce secret dans la tombe. Quoiqu'il en soit, on peut constater que pendant toute la durée des négociations concernant la ligue, il ne demanda ni ne reçut le moindre subside de Rome.

Deux articles consacrés aux affaires polono-moscovites font encore partie du domaine des relations extérieures du pays. L'un est écrit par Othon Laskowski („Les campagnes de Báthory contre la Moscovie"), l'autre est dû à Jean Natanson-Leski („La frontière orientale de la République Polonaise sous le règne de Báthory"). Ce dernier article est le résumé du précieux ouvrage de ce savant; il a été publié sous le même titre dans les communications de la Société Scientifique de Varsovie.² Le commandant Laskowski a donné un compte rendu de ses études minutieuses sur les guerres moscovites de B. dont les résultats définitifs seront, sans doute très prochainement, publiés sous forme de traité détaillé. L'auteur s'occupe avant tout de la période de la guerre durant laquelle le roi dirigeait l'action en personne. Il porte son attention surtout du côté stratégique du problème. Ce problème a une importance remarquable, car si le côté politique des guerres moscovites est relativement bien connu, le côté purement militaire a été jusqu'ici presque tout à fait négligé.

Le conflit entre Báthory et Dantzig est examiné par M. Lepsz y. Il établit qu'il serait une erreur de croire que le roi Etienne ait ignoré l'importance de Dantzig pour la Pologne. Bien au contraire, le roi se rendait exactement compte de ce que la Pologne ne peut se passer de Dantzig et que cette ville ne peut exister non plus sans la Pologne.

Les problèmes de l'histoire intérieure de la Pologne ont été traités dans les articles de MM. Siemieński, Kutrzeba, Rutkowski, Glemma et Knot. — M. Siemieński, l'éminent connaisseur du parlementarisme polonais, discute la politique parlementaire du roi. Ce sont les rapports du roi avec la diète qui sont examinés dans cet article. Comment obliger la diète à donner son appui au roi

¹ Boratyński, *Stefan Batory i plan ligi przeciw Turkom (1576—1584)*. Kraków, 1903.

² Natanson-Leski, *Epoka Stefana Batorego w dziejach granicy wschodniej Rzeczypospolitej*. Warszawa, 1930.

pour favoriser sa politique étrangère et faire voter les impôts nécessaires à la guerre, voici le problème dont B. était constamment préoccupé. Le roi cherchait à le résoudre de telle sorte qu'il ait à lutter non contre un adversaire uni, mais contre un ennemi divisé. Il exigeait donc qu'on votât les impôts non à la diète, mais aux diétines particulières auxquelles il soumettait ses ordres. Cette tactique eut du succès. L'auteur affirme que, quoique le roi n'ait point aimé les diètes, il a toujours respecté les institutions polonaises, et n'a jamais violé la volonté du peuple, au contraire „il agissait aussi bien en toute légalité qu'en toute loyauté”. Les lois qui réglaient la vie nationale en Pologne n'étaient à cette époque ni aussi développées ni aussi figées dans leurs formes qu'elles le sont devenues plus tard. — M. K u t r z e b a examine la réforme de la magistrature et la constitution d'un tribunal, tandis que M. R u t k o w s k i, dans son esquisse synthétique, s'occupe des questions économiques et financières, tout en signalant brièvement les questions de politique agraire, industrielle et commerciale, ensuite il passe au problème de l'organisation du trésor polonais. Il affirme que le règne de B. ne forme pas dans l'histoire des finances polonaises une époque à part, car, dans ce domaine, la politique du roi Etienne était fondée sur des principes fixés d'avance. Bien que le roi ait rétabli l'ordre dans le trésor de la cour, il n'est point parvenu à créer de solides bases aux finances polonaises, absorbé qu'il était par des soucis quotidiens de finances pendant la guerre et surtout au cours de la dernière campagne moscovite. — L'abbé G l e m m a s'occupe de l'état du catholicisme en Pologne, il caractérise les personnalités et les travaux des évêques particuliers, discute l'activité des jésuites qui jouissaient de la plus grande protection royale, enfin il passe à la question de la mise en vigueur des lois tridentines.

Il est regrettable que l'histoire de la Réforme, ou plutôt celle de sa décadence, n'ait pas été traitée d'une manière satisfaisante. Cette décadence commence déjà vers les dernières années du règne de Sigismond Auguste. Comme tous les événements analogues de l'histoire, elle a été provoquée par bien des causes. Mais on est frappé de voir que les dissidents, qui dans la période du Grand Interrègne (1572—1576) jouent encore un rôle prépondérant, descendent rapidement au second et même au troisième rang par suite des événements survenus après la mort du roi. Quelle influence le gouvernement de B. a-t-il exercée sur la chute du parti dissident en Pologne, dans quelle mesure s'y est mêlée la politique personnelle du roi, à quel degré s'est porté le renforcement du parti catholique, l'action des jésuites etc., et comment s'est produite la décomposition du protestantisme polonais, voici autant de questions qui restent irrésolues ou presque irrésolues.

L'iconographie du roi Etienne contient de riches matières pleines de données inconnues qui ont été recueillies grâce aux efforts patients de M. K o m o r n i c k i. Nous y trouvons également une vaste bibliographie balthorienne dont la partie hongroise a été élaborée par M.

Lukinich, la partie polonaise par M. Casimir Lepszy. Le premier a réuni les articles hongrois qui se rapportent à l'administration de B., en Transylvanie et en Pologne (p. e.: l'ouvrage de Koncz sur la campagne moscovite d'Etienne en 1580) ainsi que les éditions de sources et les travaux de savants non hongrois (p. e.: l'édition de chartes bien connue de Hurmuzaki, et même l'ouvrage de M. Iorga „Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie”). La partie polonaise de la bibliographie embrasse l'histoire de la Pologne sous le règne de B. On n'y a inséré, presque exclusivement, que les articles relatifs à l'histoire politique et militaire, c. à d. aux domaines dans lesquels l'influence et la volonté du roi se sont manifestées directement et avantageusement. Malgré quelques imprécisions, la bibliographie pourra rendre de grands services à l'historien.

(Varsovie)

Janusz Pajewski.

EMÉRIC MADACH: *Tragedia Omului. Poem dramatic. Traducere în versuri de Octavian Goga*. București, Fundația „Regele Carol II”, 1934. 251 p.

Depuis que, bien avant la Grande Guerre, le jeune Goga, chef d'alors du renouveau intellectuel des Roumains de Transylvanie, avait fait paraître dans les colonnes de la revue „Lucaefărul” quelques passages de „la Tragédie de l'Homme”, c'est de lui qu'on attendait avec impatience la traduction intégrale de ce chef-d'oeuvre essentiellement européen auquel, outre les grands romantiques français, le jeune Eminescu paraît avoir rêvé¹ et dont le sujet, voici quelques années, fut repris en Roumanie par M. Liviu Rebreanu, dans son roman suggestif d'„Adam et Eve”.²

Digne résultat d'une élaboration lente, mais d'autant plus féconde, le beau travail de M. Goga s'insère désormais parmi les meilleures traductions de la „Tragédie”, ne cédant en rien à celle de Mohácsi, par exemple, laquelle, représentée sur la scène du Burgtheater, vient d'ouvrir pour le génie douloureusement isolé de Madách une nouvelle carrière internationale. En vrai poète, M. Goga s'est parfaitement rendu compte du fait qu'il est impossible de rendre en prose la tension intérieure du texte de Madách qui, par ses hardiesses, ses néologismes ainsi que par ses accouplements de mots et d'idées tout à fait insolites, réclame, pour ainsi dire, l'allure majestueuse des iambes dramatiques. Notons d'ailleurs que sur ce point les traditions de la littérature roumaine se séparent nettement de l'usage français, puisque les traducteurs

¹ V. G. Călinescu, *Opera lui Mihai Eminescu*. 1935. II. p. 181; L. Gáldi, *Madách és Eminescu*: Vasárnap, XVIII — 1935, pp. 327—9.

² A. Eckhardt, *Az összehasonlító irodalomtörténet Középeurópában* („Les études de littérature comparée en Europe Centrale”): Minerva, X — 1931, p. 102.

roumains tâchent de rendre en vers les oeuvres poétiques de l'étranger, imitant fidèlement les mètres de l'original ou les assimilant, s'il y a lieu, aux mètres conventionnels de la poésie roumaine. M. Goga a donc pieusement gardé le mètre et le rythme ce qui, dans notre cas, veut dire aussi la conservation du rythme intérieur de la pensée de Madách. Sachant traduire le célèbre vers final („Mondottam ember, küzdj és bízva bízzál”) par une formule aussi heureuse que „Omule, zis-am, luptă-te și crede”, il est resté absolument fidèle à l'idée de l'original. En outre, son vers représente mieux, au point de vue poétique, les paroles de Dieu, que le français „Homme, je te l'ai dit: lutte et aie confiance” avec la monotonie vocalique du premier hémistiche et l'affreux hiatus du second, — étant supérieur aussi à l'allemand „Ich sagte dir, Mensch, kämpfe und vertraue”, dont le débit un peu trop rapide est dû probablement à la perte de la onzième syllabe. M. Goga manie ses vers dramatiques avec une facilité qu'on ne saurait assez louer et qui, pourtant n'enlève rien à la gravité des idées madáchiennes. Quelques belles inversions comme

Stăpine-ți zic comori din țări o mie
(Száz tartomány bő kincse mond urának, v. 567.)

ainsi qu'un usage discret de certains temps archaïques ou populaires (*zis-am* pour *am zis*, *Jertfit-au om spre-a Domnului mărire*, p. 120, etc.) donnent une noblesse et une nuance de classicisme à ce style qui, sans devenir un pastiche incolore, est particulièrement adapté à faire sentir la saveur de l'original. On regrette que le traducteur ait renoncé à conserver les rimes de certains vers, où la rime, loin d'être un ornement superflu, servait à faire ressortir, comme chez Shakespeare, les passages les plus importants de l'ensemble des vers non-rimés. C'est ce qu'on constate, entre autres, à la fin de la troisième scène:

Madách: Egére egy kicsiny sugárt adok,
Mely biztatand, hogy csalfa tünemény
Egész látás, — s e sugár a remény. — (V. 553—5.)

Goga: O rază las asupra lumii voastre
Cetind din ea un joc apare totul!...
O arătare... Dau speranța vouă! (p. 39.)

Il est dommage que M. Goga n'eût pas recours, au moins pour les dernières retouches, à l'édition critique de la „Tragédie” (parue en 1923, aux soins de M. Tolnai) grâce à laquelle il aurait pu faire disparaître quelques malentendus. Nous n'en signalons qu'un seul qui est dû, soulignons-le, non pas à la négligence du traducteur, mais à la médiocrité des éditions antérieures à celle de Tolnai. Auparavant on lisait au v. 3324 le texte suivant:

(Itt őrizünk még ritkaság gyanánt)
Két ily művet. Az első költemény; (v. 3323—4).

C'est ce qu'on retrouve dans la traduction de Goga:

Iată păstrăm ca raritate două
Astfel de lucruri: *Prima poezie.* (p. 205.)

En revanche, M. Tolnai a bien signalé que dans le manuscrit ce vers a un sens tout autre, par suite d'un simple fait de ponctuation. Voilà le texte rétabli selon les intentions de l'auteur:

Két ily művet. Az első, költemény.

ce qui veut dire en roumain: *Prima e o poezie.*

Pour les mêmes raisons on ne lit pas chez Goga le vers 2163 b (: Nem gondolok nevémmel, legyen átkos) qui, par une omission, manque dans toutes les éditions hongroises, sauf celle, bien entendu, de M. Tolnai.

Outre ces quelques détails, on pourrait faire fort peu d'objections philologiques. Ça et là, on regrette la perte d'un attribut expressif de l'original. Ainsi au vers 4099 („S ha *tettdús* életed | Zajában elnémul az égi szó") c'est le néologisme *tettdús* qui résume d'une façon poignante le „Streben" faustien de l'éternel Adam. Malheureusement le texte roumain n'en porte nulle trace:

Iar cînd a amuțit
Din cer povața'n larma vieții tale... (p. 248.)

Dans la scène du phalanstère, c'est la mort de la poésie et de la foi qui marque l'aridité intolérable de la vie mécanisée. C'est alors qu'on se moque cruellement de ces chimères de jadis:

Virágot terme még a szellem is:
A *költészet* s *hit* ábrándképeit (v. 3318—19.)

Cette fois M. Goga ne s'est pas avisé de toute la profondeur de la phrase de Madách:

Fugare chipuri prinse'n poezie
Se legănau în visuri mincinoase (p. 205.)

Quant à certains termes propres à la langue de Madách, on ne pourrait pas approuver la traduction de *hiú enyelgés* (v. 4014) par „gluma goală" (p. 244), ni celle de *A porba, szellem* (v. 4037) par „Duhuri, la pămînt" qui ne reflètent pas le sens et la valeur stylistique des expressions hongroises. De même, le mot *lombik* qui revient tant de fois comme une sorte de symbole du phalanstère, ne pourrait être rendu par le terme peu évocatif de *cazan*:

Az (c. à d. le cochon) élő zsír, ez (la brebis) hús- s gyapjútömeg,
Mely, mint a *lombik*, céljainkra szolgál (v. 3287—8).

Unsoare vie-i unul, celălalt
De lină și de carne-o masă. Ne slujesc
Ca și *cazanu'n* scopurile noastre (p. 204).

Nous avons déjà montré ailleurs³ la petite erreur provenant de la confusion de *görgeteg* 'avalanche' et de *förgeteg* 'ouragan, bourrasque' que l'on constate dans les vers suivants:

Nem fél a rejtett szót kimondani,
Mely majd hatalmas *görgeteg* gyanánt
Haladni fog a végzetes úton... (v. 2134—6).

Rostind cuvîntul cel de mult ascuns,
Ce-asemeni unui *vînt infricoșat*
Va pustii calea lui ursită... (p. 133).

En dehors de ces rares cas de suppression ou de confusion qu'on peut découvrir au cours d'une confrontation rigoureuse mais qui, la plupart du temps, ne dérangent nullement le cheminement logique et artistique des pensées, innombrables sont les passages où le traducteur, l'emportant sur toutes les difficultés de sa tâche particulièrement délicate, a su rendre toute la valeur expressive de l'original. Il vaudrait bien la peine d'étudier dans ses détails la marche de l'élaboration poétique qui eut pour résultat des vers aussi suggestifs par leur rythme et leur sonorité que celui-ci:

M'am obosit; odihnă vreau și pace (p. 120).

La cadence trochaïque du mot *pace* qui sans être justifié par le sens littéral du texte hongrois, provient de l'invention du traducteur, n'exprime-t-elle pas le désenchantement de Tancrede qui, au sortir d'un monde où „les paroles de paix aboutissent au bûcher”, va se jeter dans l'inanité des horoscopes impériaux? Ailleurs, ne nous sentons-nous pas entraînés par le roulement fatal du temps, quand M. Goga rend dans toute sa perfection un contraste bien romantique:

S mindezt nem a mennyrázó fergeteg,
Nem bömbölő földindulás cselekszi,
Csak gyöngö szellő, mely körülenyelg (v. 788—90).

Si tot ce vezi, nu săvârșește-un vifor,
Cu groaza lui de tremur și pierzare...
— O adiere caldă și ușoară (p. 52).

³ Cp. L. Gáldi, *Jegyzetek Goga Madách-fordításáról: Vasárnap, XVIII—1935, p. 18.*

Il y a des passages où la formule de Goga nous paraît même supérieure au texte original. On trouve, par exemple, peu de plasticité et d'harmonie dans l'expression que voici:

Minden nagy gondolatnak
Hiába, ily kicsinyes a bukása (v. 1913—4).

Le traducteur roumain, par contre, a su trouver pour la même idée, la forme parfaitement équilibrée d'un adage classique où les termes de première importance sont mis en relief aussi par une allitération bien placée:

E mică moartea marilor idei... (p. 122).

Un des mérites principaux de la traduction est ce souffle de pur lyrisme qui lui prête un charme tout particulier et qui fait voir en même temps aussi le caractère du *poète par excellence* de la „duioșie” roumaine. Impossible de n'y pas découvrir ce qui est propre à la personnalité du traducteur qui, dans notre cas, n'est pas un simple porte-parole, mais un poète de qualité. C'est bien ce souffle lyrique qui lui a permis d'interpréter d'une façon aussi sincère et profonde les célèbres *choeurs* de la „Tragédie”, entre autres celui servant d'introduction à la scène de Londres:

Lasă-i valul! Viața însăși
Are legi îngrăditoare.
Toate'n lupta ei eternă
Sunt pe veci dăinuitoare.
Toate-s vechi și nouă toate
In vrăjita ei cîntare!

Bien qu'il s'agisse d'une adaptation fidèle du chœur de Madách, qui ne reconnaîtrait dans ces vers l'accent inoubliable de la „Glossă” d'Eminescou?

Vremea trece, vremea vine,
Toate-s vechi și nouă toate...

Mais, étant donné l'identité parfaite de ces vers, comment expliquer cette curieuse rencontre? Comment peut-on traduire avec une exactitude philologique un vers de Madách (Mindíg új s mindíg a régi) de sorte qu'il s'identifie, dans la version roumaine, à un vers d'Eminescou? Comment cette transposition s'est-elle opérée? Nous ne saurions qu'approuver le procédé de Goga, qui, au lieu de receler la ressemblance, a eu soin de relever ce point de contact réel entre les deux grands génies de la culture centre-européenne. D'autre part, il n'a fait, sur ce point aussi, que reprendre la manière de Mohácsi qui consistait

à créer la langue allemande de Madách de réminiscences goethéennes rajeunies sous l'influence bienfaisante de la concision de Stefan George... Appliquer cette façon d'adaptation stylistique peut paraître bien périlleux et en effet pour mener pareille tentative à bonne fin, il faut, non pas un traducteur versé dans tous les raffinements de la versification, mais un vrai poète qui sait repenser ce que Madách avait intuitivement perçu en tant que représentant de la scission intérieure et du conflit tragique de la culture européenne. M. Goga a su reconnaître cette actualité impérissable de la „Tragédie" juste au moment où, peut-être à la veille de nouvelles déceptions, elle vient de renaître sur les scènes des grandes métropoles. Le poète roumain a compris Madách comme il avait compris Petöfi, ce qui équivaut en somme à une compréhension du génie hongrois. Ne serait-il pas désirable que cet homme, en qui le poète et le politicien ne font qu'un, fasse témoignage de la même compréhension à l'égard de notre peuple non seulement en matière de littérature, mais aussi dans ses gestes politiques? Voilà par quoi il pourrait prouver d'avoir pénétré l'esprit de cette humanité sublime qui se dégage de chaque vers de la „Tragédie de l'Homme".

Ladislav Gáldi.

Dr. L'UDEVÍT KNAPPEK: *Obsadzovanie uherských biskupstiev od X. do konca XIV. storočia so zvláštnym zreteľom na pápežské zásahy a na postavenie uherských kráľov* (Knižovna Právnickej Fakulty Univerzity Komenského v Bratislave. Sväzok 42). V Bratislave, 1934. Nákladom Právnickej Fakulty Univerzity Komenského. V komisii Frant. Rivnáča v Prahe, 265 S.

Das Werk von K. behandelt die Frage der Besetzung der ungarischen Bischofssitze von der Zeit Stephans des Heiligen bis zum Ausgang des XIV. Jahrhunderts, also ein Problem, das bisher keinen gründlichen monographischen Bearbeiter gefunden hat.

Die außergewöhnlich reiche Bibliographie, die Riesenmasse der Quellenbelege, die weitgreifende Verkettung der theoretischen Erörterungen und nicht zuletzt die weltgeschichtliche Beleuchtung des Fragenkomplexes, lassen diese Arbeit auf den ersten Blick als eine bedeutende wissenschaftliche Leistung erscheinen. Daß dieses günstige Urteil nach gründlicherem Studium sich als übereilt erweist, findet in der nach zwei Richtungen mangelhaften Methode des Verfassers seine Erklärung.

K. verfügt offensichtlich über eine vorzügliche juristische Bildung, doch sieht er die mittelalterlichen Erscheinungen allzusehr durch die Brillen eines modernjuristischen Rationalismus, wodurch er selbst den Vertretern der älteren ungarischen staatsrechtlichen Geschichtschreibung den Rang abläuft. Er ergreift jede Gelegenheit um zu betonen, daß die mittelalterlichen Quellen einander widersprechen, daher „unlogisch" sind, und so aus ihnen „vernünftigerweise" nichts gefolgert

werden kann. Die einzig „logische“ Folge dieser Auffassung hätte allerdings sein müssen, daß K. auf die Verfassung seines Werkes schon im vornherein verzichtet. Anstatt dessen aber analysiert er aus seinem unvollkommenen Quellenmaterial eine immerhin stattliche Anzahl von Feststellungen heraus. Er fahndet fortwährend nach positiven Gesetzartikeln, nachdem er aber solche, dem Wesen der mittelalterlichen Rechtschöpfung gemäß, nicht finden konnte, wurde er notgedrungen dazu verleitet, aus diesem Negativum unvermeidlicherweise Trugschlüsse zu ziehen. Die durch obige Ansichten offen eingestandene Mangelhaftigkeit seines historischen Gefühls, die kaum verhehlte Verachtung des Mittelalters, stempelt den Verfasser zu einem typischen Vertreter jenes tschechischen Geistes, der auch heute noch die Atmosphäre einer naiv-liberalen Nachaufklärung um sich verbreitet.

Der zweite durchgreifende Mangel seines Werkes äußert sich in der unzulänglichen, ja oberflächlichen Kenntnis der ungarischen Geschichte. Seine Bibliographie zählt zwar beinahe alle ungarische Facharbeiten von Belang auf, sobald es sich aber um die Nutzenanwendung ihrer Ergebnisse handelt, zeugen seine Erörterungen keineswegs von der tatsächlichen Kenntnis der angeführten Fachliteratur. An einer Stelle (S. 133) beruft er sich zur Unterstützung seines Standpunktes auf den ungarischen Rechtsgelehrten Akos Timon, der indes a. a. O. eine der Meinung des Verfassers entgegengesetzte Ansicht vertritt. Auch den ungarischen Geschichtsschreiber Valentin Hóman läßt er zu Wort kommen, und zwar gleichfalls in verdrehter Weise. All dies berechtigt uns anzunehmen, daß K. nicht genügend ungarisch kann. Wohl aus diesem Grunde spielt auch in seinen Zitaten — anstatt der modernen ungarischen Fachliteratur — das 1741 erschienene lateinische Werk Karl Péterffys (*Sacra Concilia*) eine derart hervorragende Rolle, das seinerzeit jedenfalls eine ganz ehrwürdige Leistung war, heute indes vollständig veraltet und überholt ist. Niemand verlangt von K., daß er sich die Ergebnisse der ungarischen Wissenschaft unbedingt zu eigen macht, doch wäre er bloß einem elementaren wissenschaftlichen Postulat nachgekommen, wenn er das einschlägige Schrifttum jener Nation, die sich seit mehr als hundert Jahren mit diesen Fragen befaßt, nicht bloß bibliographisch verzeichnet, sondern auch benützt hätte. Von tschechischer Seite ist der ungarischen Wissenschaft wiederholt der Vorwurf gemacht worden, daß sie bei der Untersuchung der ungarischen Geschichte die in slawischen Sprachen vorliegende Fachliteratur nicht berücksichtigt. Dasselbe möchten wir unsererseits bei jenen Autoren beanstanden, die sich mit unserer Vergangenheit beschäftigen. So hat sich K. in den allgemeineren Fragen der ungarischen Geschichte vornehmlich Václav Chaloupecky zum Wegweiser gewählt, der zwar ein zweifellos gewandter, in internationalen Kreisen aber nichtsdestoweniger mit einigem Mißtrauen behandelter Vertreter seiner Fachwissenschaft ist.

Da K. die ungarisch veröffentlichte wissenschaftliche Literatur

völlig unbeachtet läßt, beraubt er sich von vornherein der Möglichkeit, sein Ziel im Besitze von grundlegenden Kenntnissen allgemeinen Charakters zu erreichen. Was für Ergebnisse können von einem Autor erzielt werden, der sich an die Entwirrung einer kirchen- und staatsgeschichtlichen Detailfrage, wie es die Bekleidung des ungarländischen Bischofsamtes ist, heranmacht, ohne über Wesen und historischen Inhalt des Kirchen- und Staatsbegriffes im mittelalterlichen Ungarn gehörig unterrichtet zu sein? Die Wirkung dieses Defektes steigert sich bei K. noch dadurch, daß er sich aus der Unkenntnis der ungarischen Geschichte eine methodische Grundlage für seine Beweisführung zurechtlegt: da Stephan der Heilige das ungarische Königtum nach abendländischen Vorbildern eingerichtet hat, soll das gesamte Staatsleben, also auch dessen kirchliche Institutionen notgedrungen(?) mit den zur Grundlage genommenen abendländischen Einrichtungen übereinstimmen (S. 40). Sonderbar hört sich das gerade aus dem Munde eines tschechoslowakischen Geschichtschreibers an, gibt es doch auf dieser Welt keine zweite Historiographie, die die autochthone Kultur des Volkes mit derartiger Zähigkeit gegen fremde Einflüsse verteidigen würde wie eben die tschechische. Oder sollte sich durch sklawische Übernahme westlicher Institutionen nicht der gesamte osteuropäische Kulturkreis, sondern ausschließlich die Vergangenheit Ungarns kennzeichnen? Die ungarische Geschichtschreibung rechnet wohl ebenso wie bei den Tschechen J. Pekář und seine Schule, mit der Wirkung und Bedeutung der westlichen Kultureinflüsse und behauptet bloß, daß in Ungarn unter der umgestaltenden Einwirkung des Volkscharakters und der mitgebrachten archaischen Kultur der Völkerwanderungsperiode die dem Abendlande entlehnten Institutionen anderen Charakter und andere Färbung bekommen haben. So z. B. widerspricht jeder Knappekschen Deduktion von vornherein die Tatsache, daß in dem Königreiche Stephans die für das zeitgenössische Westeuropa in erster Reihe charakteristische Institution des Lehenswesens vollständig fehlt,¹ gleichwie das ganze frühmittelalterliche Osteuropa im allgemeinen sich durch antifeudales Verhalten kennzeichnen läßt. Mit den Deduktionen hat es also bei K. in jeder Weise seinen Haken, wofür nicht zuletzt auch der Umstand verantwortlich ist, daß der weltgeschichtliche Hintergrund, aus dem er seine Analogien herauszuschälen sucht, nicht auf Grund der modernen kirchengeschichtlichen Fachliteratur aufgebaut wurde. Die von K. benützten Werke sind zwischen 1880 und 1900 erschienen, bilden also für eine moderne Betrachtung und Bearbeitung des Stoffes keinen soliden Unterbau.

Mit diesen methodischen und sachlichen Mängeln belastet, mußte K.-s Unternehmen unverhütbar zu falschen Resultaten führen. Die kaum verborgene Tendenz seines Gedankenganges zeigt sich darin, daß er

¹ Péter Váczy, *Die erste Epoche des ungarischen Königtums*. 1935, S. 46—49.

das bei der Besetzung der ungarischen Bischofsämter befolgte Verfahren jedes prinzipiellen Hintergrundes zu berauben und die diesbezügliche Politik der ungarischen Könige als planlose Laune hinzustellen sucht. So bezweifelt er — auch unserer Auffassung nach richtig — die Stichhaltigkeit der in der älteren ungarischen Geschichtsschreibung allgemein geteilten Ansicht, wonach König Stephan bei der Einrichtung der ungarischen Kirche kraft einer vom Papste erhaltenen Vollmacht, d. h. als apostolischer Legat verfügt habe. Leider kommt K. hierbei über die bloße Verneinung nicht hinaus und vermag nicht nachzuweisen, weshalb diese alte Theorie unhaltbar ist. Gleichzeitig mit dem Erscheinen des hier besprochenen Werkes wurde diese Frage von dem ungarischen Historiker Péter Váczy vollständig bereinigt, indem er den Nachweis lieferte, daß die für die Zeit Stephans des Heiligen zweifellos anachronistische Lehre von der päpstlichen Legation erst um die Wende des XI—XII. Jh., d. i. gleichzeitig mit dem Eindringen der gregorianischen Geistesströmungen, in Ungarn Raum gewinnen konnte.² Nach der Änderung des Verhältnisses zwischen Staat und Kirche nämlich vermochten sich die Epigonen den entscheidenden Eingriff des ersten Königs in die kirchliche Organisation des Landes nur so zu erklären, daß man König Stephan mit einer besonderen päpstlichen Vollmacht, dem Legationsrecht, bekleidete, das ihm den Machtkreis eines päpstlichen Abgesandten sicherte. Knappek muß anerkennen, daß Stephan der Heilige Bistümer verlieh, kann aber nicht begreifen, mit welchem Rechte dies geschehen konnte (36). Im Besitze der diesbezüglichen ausländischen und ungarischen Forschungsergebnisse sind wir nun in der Lage, das Wesen dieses Rechtes ihm zu verdeutlichen. In den von ihm herangezogenen veralteten kirchengeschichtlichen Werken konnte er darüber zwar nichts lesen, das aber ändert gar nichts an dem heutigen Stande der Frage.

Das Frühmittelalter legte dem Königsberuf religiösen Inhalt bei. Nach damaliger Auffassung ist der Herrscher *vicarius Christi, quasi sacerdos*, den die Bischöfe als Teilhaber ihres Berufes ansehen (*particeps ministerii nostri*), der kraft unmittelbarer göttlicher Ordination seines Amtes waltet.³ Der göttliche Inhalt seiner Würde stempelt den König notwendigerweise zum Schutzherrn des Glaubens und der Kirche, der mit Ausnahme der streng dogmatischen Fragen in allen Angelegenheiten der Kirchenorganisation, Verwaltung und Disziplin selbstverständlich kompetent ist. Nachdem nun König Stephan in seinen

² Péter Váczy, *Stephan der Heilige als päpstlicher Legat*. Jahrbuch des Graf Kuno Klebelsberg Instituts für ungarische Geschichtsforschung. 1934, S. 27 ff.

³ F. Kampers, *Rex et sacerdos*: Hist. Jb. XLV 1925, S. 466 ff; E. Eichmann, *Königs- und Bischofsweihe*: Sb. der Bayr. Akad. 1928; vgl. noch H. von Schubert, *Geschichte der Christlichen Kirche im Frühmittelalter*. I (1917), S. 357 ff.

Gesetzen sich selbst als *custos divinitate statutus, divinarum rerum defensor* und *defensor Christianitatis* bezeichnet (*Decr.* I, § 1 und 13, ed. Závodszy 143, 145), kann unseres Erachtens kein Zweifel darüber bestehen, daß den prinzipiellen Hintergrund für die auch von K. anerkannte souveräne organisatorische Tätigkeit Stephans die frühmittelalterliche Königsidee und das System des Staatskirchentums bilden. Es gibt also einen Grundsatz, von dem sich Stephan der Heilige und seine Nachfolger bei der Besetzung der Bischofssitze weit über die persönlichen Gesichtspunkte hinaus leiten ließen, und an dem nur dann gezweifelt werden kann, wenn man K.-s Beispiel folgend, in völlig anachronistischer Weise überall nach positiven Rechtssätzen spürt. Da nun bis zur Zeit Ladislaus' des Heiligen die ungarischen Verhältnisse durch dieses typisch frühmittelalterliche Staatskirchentum bedingt und gekennzeichnet werden, hinter dem auch bei uns die Vorstellungen vom *vicarius Christi* und vom *quasi sacerdos* schweben, können wir bezüglich des XI. Jahrhunderts den grundsätzlichen Charakter der Ausübung des Patronatsrechtes unserer Könige als erwiesen betrachten. Als König Koloman i. J. 1106 auf dem Konzil von Guastalla auf das Recht der Erzpriesterernennung verzichtete, erwähnte er ausdrücklich, daß die Investitur von seinen Vorfahren bis zu seiner Zeit ausgeführt wurde (Mansi, *Concilia* XX, 1211—1212); die ungarischen Könige verfuhrten also im Besitze eines vermeintlichen Rechtes immer auf prinzipieller Grundlage, nicht aber, wie K. meint, aufs Geratewohl.

Was nun die nächstfolgende Epoche (XII—XIV. Jh.) anbelangt, folgert Verfasser aus der Tatsache der Ablehnung der apostolischen Legationslehre irrtümlicherweise auf den Mangel einer prinzipiell begründeten Rechtsauffassung betreffs des obersten Patronatsrechtes. Vom Standpunkte dieses Zeitraumes ist es vollkommen gleichgültig, ob König Stephan tatsächlich im Besitze der apostolischen Legatenvollmacht gewesen war — wir haben gesehen, daß er darüber nicht verfügte — es handelt sich in diesem Falle vielmehr um die Frage, ob seine Nachfolger an dieses päpstliche Mandat wirklich glaubten und es als vererblich betrachteten. Diese Frage können wir nur bejahend beantworten. K. hat offenbar keine klaren Vorstellungen über jene wirklichkeitsgestaltende Rolle, die König Stephan als mythischer Gesetzgeber in den Jahrhunderten des ungarischen Mittelalters gespielt hat. Seit dem Ausgang des XI. Jahrhunderts war unser ganzes Staatsleben von einem politisch gefärbten Sankt-Stephanskultus durchdrungen: der erste König wurde zur Urquelle jeden Besitz- oder sonstigen Rechtes, jeder gesellschaftlichen und politischen Bestrebung. Nachdem sich daher vom Beginne des XII. Jh.-s an, die Theorie der päpstlichen Bevollmächtigung Stephans stufenweise entwickelt hatte, betrachteten sich die einander ablösenden Könige, als Erben des „heiligen Königs“, denen das natürliche Recht zustand, das Patronatsrecht auf prinzipieller Grundlage

auszuüben. Das gilt natürlich auch für die Könige aus dem Hause Anjou, die mit allen Kräften bemüht waren, den „heiligen Königen“ nachzustreben, die Bluts- und Wesensverwandschaft mit diesen immer wieder zu betonen. So ist es nicht zu verwundern, daß wir der Lehre von der apostolischen Legation auch im XIII. und XIV. Jh. wiederholt begegnen. Als König Béla IV. 1238 gegen die ketzerischen Bulgaren ins Feld zog, bat er den Papst, *ut officium legationis non aliis, sed nobis in terra Assoeni committatur, ut habeamus potestatem limitandi dioeceses, distinguendi parochias et in hac prima institutione potestatem habeamus ibi ponendi episcopos de consilio prelatorum et virorum religiosorum, quia hec omnia beatae memoriae antecessori nostro sancto Stephano sunt concessa* (Theiner, Monumenta Hungariam Sacram illustrantia I, 171). Dieselbe Lehre kommt auch 1397 in einer amtlichen Äußerung des Esztergomer Kapitels zum Ausdruck, worin in Verbindung mit Stephan dem Heiligen die *legatio sedis apostolicae de latere* erwähnt wird (Fejér IV/1, 113). Nur durch solche Antezedenzen wird uns die — auch von K. anerkannte — völlige und systematische Ausreifung des oberen Patronatsrechtes im XV. Jahrhundert verständlich.

Unabhängig von der Stellungnahme K.-s ist und bleibt das Problem dieses Buches für die ungarische Geschichtschreibung eine rein wissenschaftliche Frage. Daß es auch von K. für eine solche gehalten wird, scheint uns einigermaßen problematisch zu sein, schon wegen der Folgerichtigkeit womit er die Kontinuität der Rechtsauffassung auf dem Gebiete des ungarischen oberen Patronatsrechtes in Zweifel zu ziehen bestrebt ist. Demzufolge ist auch sein Werk in die Reihe der von der Tagespolitik angeregten zähen Versuche zu verweisen, deren von einem ambiziösen und rührigen Flügel der tschechischen Historiographie verfolgter, klar hervortretender Zweck, die Unterdrückung und die Ausmerzung jener geschichtlichen Momente ist, die in der ungarischen Geschichte auf eine aktiv-gestaltende Tätigkeit des Ungartums hinweisen.

Die für liberale ja religionsfeindliche Ideen außerordentlich empfängliche tschechische Intelligenz bekannte sich anfangs zu einem romfeindlichen Standpunkt. Mit der Zeit aber begann ihr außenpolitischer Generalstab die Unfruchtbarkeit der kirchenfeindlichen Stellungnahme einzusehen und bahnte die Versöhnung an, die durch das mit dem Vatikan geschlossene Konkordat besiegelt wurde. Bei den heutigen, durch dieses Abkommen bedingten Verhältnissen erscheint es wünschenswert, die Vergangenheit derart darzustellen, als hätte sich die Bekleidung des Bischofsamtes immer auf einen Kompromiss zwischen dem Papsttum und der jeweiligen Staatsgewalt gegründet. Dieser Auffassung haftet übrigens auch das unausgesprochene Streben an, der Einmischung einer dritten Partei, die sich auf grundsätzliche Präzedenzen berufen könnte, im vornherein einen Damm zu setzen. K. hat es auf sich genommen an das von ihm behandelte Problem vielfach

unter Aufgabe seiner wissenschaftlichen Unabhängigkeit heranzutreten, so daß sein Werk vielmehr die offizielle Kirchenpolitik seines Landes als die objektive Wissenschaft zu Dank verpflichtet.

(Szeged.)

Ferenc Wagner.

KAMIL KROFTA: *Histoire de la Tchécoslovaquie*. Bruxelles, A. A. M. Stols, 1934, in-8, 173 p.

JAROSLAV PROKES: *Histoire tchécoslovaque*. Prague, Orbis, 1927, in-8, XIX—374 p.

Que la nation „tchéco-slovaque" n'est pas le résultat d'une lente évolution historique, mais qu'elle est une création artificielle, issue de la guerre mondiale, est un fait acquis. Les historiens tchèques s'attellent donc à une tâche particulièrement délicate en prenant pour base de leur conception historique la nouvelle „unité nationale" et voulant exposer l'histoire des Tchèques et des Slovaques à la lumière de cette idée politique. Dans les lignes qui vont suivre, examinons brièvement les difficultés qu'une pareille entreprise présente.

Ce qui nous frappe tout d'abord dans ce genre de synthèses, c'est que les auteurs insistent beaucoup sur l'importance de l'époque allant du VI^e siècle au IX^e. Ces trois ou quatre siècles, pour lesquels nous n'avons d'ailleurs qu'une documentation très rudimentaire, sont en effet appelés à justifier pour ces historiens leurs points de vue particuliers, notamment que les Tchèques et les Slovaques seraient un peuple identique, habitant sur leur territoire actuel au moins depuis le VI^e siècle, et ayant eu, au IX^e siècle au plus tard, un premier Etat commun sous Svatopluk. En conséquence, disent-ils, — et c'est ici que devient manifeste le caractère politique de la nouvelle conception — la création de la Tchéco-Slovaquie actuelle serait au fond le retour de l'état de choses par lequel ait commencé il y a plus de mille ans la vie historique des habitants de ce territoire.

Les points de vue cités, dont s'inspirent non seulement les travaux de MM. Krofta et Prokeš mais tous les historiens tchèques à peu d'exception près, ne s'accordent cependant nullement avec les résultats des recherches plus objectives. En effet, les Slovaques de nos jours ne sont pas les descendants des Slaves moravo-pannoniques qui vécurent en colonies dispersées sur le territoire nordique de la grande Hongrie (la Slovaquie actuelle) et qui furent absorbés à la fin du IX^e siècle par les Hongrois, mais bien ceux des Croates blancs originaires des vallées supérieures de l'Oder et de la Morava. Et ce fut au cours des XI^e—XIV^e siècles que cette peuplade croate immigra dans son territoire actuel, poussée par l'avance tchèque et allemande. Son établissement, dont nous connaissons parfois très exactement les différentes phases, suivit chronologiquement celui des Hongrois, comme le

démontrent de nombreux documents authentiques.¹ Les Slovaques de nos jours ne pouvaient ainsi se trouver aux VI^e—IX^e siècles sur le territoire actuel de la Slovaquie, ni même faire partie de l'Etat morave de Svatopluk. Il est donc entièrement faux de prétendre que la Tchéco-Slovaquie actuelle serait un „retour” à l'état primitif.

A l'histoire de l'époque commençant avec le X^e siècle, le point de vue tchéco-slovaque est encore moins applicable. En effet, pour justifier la „communauté historique”, les historiens tchèques attribuent une importance démesurée à des faits historiques de second ordre et laissent hors de leur considération des facteurs économiques, sociaux et politiques qui forment pourtant le fond de l'histoire. Les zélés vont jusqu'à faire des erreurs manifestes pour se mieux documenter. M. Prokeš par exemple affirme que Csák Máté, ce grand seigneur du Comitat de Trencsén, aurait eu dans la Hongrie supérieure toute une „principauté” où il aurait vécu comme un souverain „pleinement indépendant”. Or, pour ceux qui connaissent l'histoire de la Hongrie, il suffit de rappeler que dans ce pays il n'y eut jamais de cette féodalité occidentale qui créa des territoires autonomes. Bien au contraire, une des caractéristiques de l'évolution hongroise consiste en ce que dans ce pays l'autorité centrale, favorisée par une formation géographique merveilleuse, parvenait à se faire respecter en toute circonstance. Parler donc d'un „séparatisme” slovaque du XIV^e siècle, est tout aussi erroné que de voir dans l'„administration” de Jiskra dans la Hongrie supérieure (en réalité il s'agit d'une série de luttes des bandes hussites) un acte conscient qui aurait facilité le „détachement” de cette région de la mère patrie. Il est également inexact d'affirmer que la Tchéco-Slovaquie aurait été créée grâce à la libre disposition des peuples (principes wilsoniens). Le fait historique est ce que la population du territoire détaché de la Hongrie n'a point été consultée, sauf dans la ville de Sopron où d'ailleurs les résultats ont été favorables à la Hongrie. Parler, à la base de quelques livres ecclésiastiques, de ce que le tchèque aurait été la langue littéraire des Slovaques(?!) est peut-être trop téméraire, de même qu'affirmer, à la vue de quelques documents tchèques émanant des chancelleries étrangères, que ce fut cette langue qui aurait servi de langue diplomatique de l'Europe centrale au début de l'époque moderne. Ces erreurs, dont le nombre pourrait être multiplié, montrent suffisamment à quel point l'historien préoccupé peut être entraîné par le désir de justifier une doctrine politique.

Ce qui est cependant le plus frappant dans la nouvelle historiographie tchèque, c'est une attitude magyarophobe déclarée. Selon M.

¹ E. Mályusz: *Turócmegye kialakulása* (La formation du comitat Turóc). Budapest, 1922. En français: *La formation d'un comitat dans la Hongrie historique* (Revue des Etudes Hongroise, 1927, t. V. et A. Fekete-Nagy: *A Szepesség területi és társadalmi kialakulása* (La formation territoriale et sociale de la Scépusie). Budapest, 1934.

Prokeš les Hongrois seraient par exemple un élément „intrus” en Europe Centrale ayant le caractère de „fouler aux pieds” le droit d'autrui. Selon le même historien, les Tchèques seraient, par contre, un peuple „foncièrement honnête” dont le „courage” ne se démentit jamais. Leurs brutalités ne sont que de simples avertissements adressés à l'opresseur. Ainsi par exemple la fameuse défénéstration ne serait, elle aussi, qu'un avis „pour rendre le gouvernement plus conciliant”. Alors que les Hongrois méritent les reproches de l'auteur pour n'avoir pas défendu le roi Louis II en 1526, les Tchèques, qui avaient également pour roi ce malheureux souverain, ont des excuses pour n'avoir pas participé à la bataille décisive de Mohács: ils sont arrivés „tard”. Pour cette attitude originale nous pourrions encore multiplier les exemples (v. pp. 224, 232, 315; 26, 157, 210, etc.).

Ces deux synthèses d'inspiration politique, qui contiennent des constatations erronées et qui accusent une subjectivité singulière, ont en même temps une autre défaillance: une grave erreur de méthode. Voulant démontrer à tout prix les „racines historiques” du tchéco-slovaquisme, leurs auteurs ne tiennent pas suffisamment compte des réalités politiques, économiques et sociales, se bornant à nous montrer uniquement le mince aspect des relations tchéco-slovaques. Cette méthode n'est pas propre à nous faire connaître la réalité historique, but essentiel de notre science, mais elle contribue à envenimer davantage le bon voisinage des Slovaques et des Hongrois.

Etienne Lathó.